

Résumé des dépendes fiscales du Nouveau-Brunswick – 2018

Finances et Conseil du Trésor
Automne 2019

Résumé des dépenses fiscales du Nouveau-Brunswick – 2018

Publié par :

Ministère des Finances et du Conseil du Trésor
Gouvernement du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/finances

Contactez-nous : NBTax@gnb.ca

Novembre 2019

Traduction :

Bureau de traduction, Service Nouveau-Brunswick

ISBN 978-1-4605-1900-4
ISSN 2562-9484



Pensez à recycler!

Introduction

L'objectif principal de la fiscalité est de percevoir des recettes pour financer les dépenses gouvernementales. Le régime fiscal du Nouveau-Brunswick, comme celui d'autres gouvernements, comporte plusieurs dispositions conçues pour atteindre les objectifs des politiques publiques comme des crédits d'impôt, des déductions, des dégrèvements, des réductions de taux, des programmes d'exemption et de report de l'impôt foncier et des remboursements de taxes. Ces mesures prennent en compte les différentes capacités de payer des contribuables et leur spécificité ainsi que d'autres considérations relatives à l'équité et à la compétitivité. On appelle habituellement « dépense fiscale » les dispositions ou les caractéristiques du régime fiscal dont la mise en œuvre réduit les recettes qui seraient autrement payables. Ce terme est utilisé parce que plusieurs de ces dispositions visent un objectif stratégique qui pourrait être atteint directement par une dépense gouvernementale.

Il est difficile de bien définir les dépenses fiscales puisque les objectifs stratégiques de certaines mesures ne pourraient être exactement reproduits par des programmes de dépenses. Les rapports sur les dépenses fiscales comprennent néanmoins souvent une imposante série de dispositions fiscales.

Le gouvernement fédéral utilise une large définition des dépenses fiscales et fournit de l'information sur une vaste gamme de mesures fiscales¹. Cette définition comprend des dispositions qui font partie du régime fiscal de référence et qui ne devraient donc pas être considérées comme des dépenses fiscales. Le régime fiscal de référence désigne les aspects les plus fondamentaux comme le montant personnel de base qui sert à rendre le régime fiscal plus progressif et allège le fardeau fiscal des contribuables à faible revenu. Bien que ces mesures fassent partie du régime fiscal de référence, elles sont présentées par souci de la transparence.

Comme dans le rapport sur les dépenses fiscales fédérales, le présent document adopte aussi une définition étendue des dépenses fiscales et inclut un large éventail de mesures fiscales du Nouveau-Brunswick, y compris celles qui ne sont pas nécessairement considérées comme des dispositions fiscales préférentielles. Par exemple, plusieurs dispositions concernant l'impôt sur le revenu semblables à des dispositions fédérales sont comprises dans le présent document alors que le gouvernement fédéral considère qu'elles font partie du régime fiscal de référence. Notons aussi, dans le domaine de l'impôt foncier, le crédit d'impôt foncier résidentiel qui essentiellement représente un taux d'imposition nul sur les biens résidentiels occupés par leur propriétaire.

Les dépenses fiscales ne sont pas présentées à l'Assemblée législative de la même façon que les dépenses ministérielles. Souvent, il y a peu d'information publique sur le coût des dépenses fiscales provinciales. Comme bon nombre de ces dépenses fiscales relèvent du gouvernement fédéral, les données peuvent être décalées et varier en fonction d'autres éléments du régime fiscal, contrairement aux dépenses provinciales.

La présente publication dresse le portrait des dépenses fiscales du Nouveau-Brunswick et donne une brève description de l'objectif, de la date d'entrée en vigueur et du coût estimatif de chaque mesure.

Il convient de souligner qu'il y a des interactions entre les diverses dispositions fiscales, particulièrement concernant l'impôt sur le revenu. L'évaluation des recettes cédées relatives à chaque dépense fiscale repose sur l'hypothèse que les autres dispositions du régime fiscal demeurent inchangées. Par exemple, en raison de l'interaction entre les crédits d'impôt sur le revenu des particuliers, l'élimination de l'un d'eux permettrait à certains contribuables de réclamer d'autres déductions ou crédits inutilisés. L'estimation des coûts présentée tient compte de ces interactions. Cependant, si des changements aux crédits d'impôt étaient considérés, l'incidence sur les recettes

¹ Ministère des Finances Canada, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales : concepts, estimations et évaluations 2018*, p. 6.

provinciales pourrait varier si l'on tenait compte de facteurs comme le moment d'entrée en vigueur, les changements apportés et les incidences possibles sur les autres revenus. Pour ces raisons, la somme des dépenses fiscales ne représente pas le coût de l'ensemble des dépenses fiscales de la province. Il faudrait effectuer plus de travail pour évaluer le total des recettes cédées en raison d'un groupe de mesures fiscales.

De façon générale, les dépenses fiscales sont présentées comme suit :

- les dépenses fiscales provinciales visant les particuliers, y compris les crédits, les dégrèvements et les exemptions consentis aux particuliers;
- les dépenses fiscales provinciales touchant les entreprises comme les crédits, les dégrèvements et les exemptions; et
- les dépenses fiscales provinciales visant les « autres », y compris les exemptions et les dégrèvements consentis aux organismes à but non lucratif, aux établissements publics et aux municipalités.

Terminologie clé

Crédit d'impôt non remboursable : Les crédits non remboursables sont soustraits de l'impôt à payer. Ils ne peuvent servir qu'à réduire l'impôt à payer, ils procurent un allègement fiscal à l'égard des impôts payés dans le passé ou actuellement exigibles. Si les crédits sont supérieurs à l'impôt à payer, l'excédent ne sera pas remboursé au contribuable. Le contribuable doit avoir de l'impôt à payer pour profiter d'un crédit non remboursable. S'il n'a pas d'impôt à payer, le contribuable ne recevra aucun crédit non remboursable. Par exemple, si un contribuable bénéficie d'un crédit d'impôt non remboursable de 2 000 \$ et que son impôt sur le revenu payable est de 1 500 \$, il bénéficiera d'un crédit d'impôt non remboursable de 1 500 \$ (montant de l'impôt payable).

Crédit d'impôt remboursable : Les contribuables reçoivent la valeur totale des crédits d'impôt remboursables, peu importe le montant de l'impôt à payer. Ainsi, lorsque la valeur d'un crédit remboursable est supérieure à l'impôt à payer du contribuable, l'excédent lui est remboursé. Par exemple, si un contribuable bénéficie d'un crédit d'impôt remboursable de 2 000 \$ et que son impôt sur le revenu payable est de 1 500 \$, il bénéficiera d'un crédit d'impôt remboursable de 2 000 \$ (1 500 \$ réduiront l'impôt à payer du contribuable et il recevra un remboursement de 500 \$). Conformément aux règles comptables, les crédits d'impôt remboursables sont souvent présentés dans les dépenses fiscales en fonction de leur nature.

Déduction : Les déductions sont des éléments soustraits du revenu total pour établir le revenu net ou soustraits du revenu net pour déterminer le revenu imposable. (Remarque : en vertu de l'Entente Canada – Nouveau-Brunswick sur la perception fiscale, le gouvernement fédéral détermine le « revenu imposable », le Nouveau-Brunswick ne peut donc pas utiliser les déductions aux fins de l'impôt sur le revenu.)

Report : Les reports sont des mesures qui permettent dans certains cas au contribuable de reporter à un moment ultérieur, en tout ou en partie, le paiement d'impôts.

Exemption : L'exemption est la non-imposition de certains contribuables, revenus, gains, biens ou services. (Remarque : en vertu de l'Entente Canada – Nouveau-Brunswick sur la perception fiscale, le gouvernement fédéral détermine le « revenu imposable », le Nouveau-Brunswick ne peut donc pas utiliser les exemptions aux fins de l'impôt sur le revenu.) Le gouvernement fédéral gère également le programme de taxe de vente harmonisée (TVH) de la province et établit l'assiette fiscale commune.

Remise et remboursement : Les remises et les remboursements sont des montants remboursés aux contribuables.

Dépenses fiscales du Nouveau-Brunswick : particuliers

Programmes d'impôt foncier

Dépense fiscale	Année de mise en œuvre	Objectif	Année de référence	Coût du programme
Programme de report de l'impôt foncier pour les personnes âgées	2012	Accorder un allègement de l'impôt foncier aux aînés propriétaires d'une maison pour les aider à demeurer dans leur propre maison plus longtemps.	2018	24 484 \$
Dégrèvement d'impôt foncier pour les propriétaires	1994	Accorder une réduction d'impôt foncier aux propriétaires à faible revenu qui occupent leur résidence.	2018	6 262 893 \$
Crédit d'impôt foncier applicable aux résidences (afin de mettre en œuvre un taux d'impôt nul, prévu par la loi)	Entre 1975 et 1978	Accorder un allègement d'impôt foncier aux propriétaires et faciliter l'accès à la propriété (ce crédit sert à mettre en œuvre le taux d'impôt nul prévu par la loi).	2018	377 240 072 \$

Programmes sur la taxe de vente harmonisée (TVH)

Dépense fiscale	Année de mise en œuvre	Objectif	Année de référence	Coût du programme
Remboursement de la taxe sur les véhicules munis d'équipement spécial	1997	Accorder un allègement fiscal sur les véhicules munis d'équipement spécial permettant l'accès en fauteuil roulant ou en fauteuil tricycle ou sur les véhicules munis de mécanismes auxiliaires utilisés pour faciliter la conduite du véhicule.	2017-2018	80 168 \$
Remboursement de la TVH sur les livres	1997	Appuyer l'alphabétisation et l'éducation dans la province en accordant un allègement fiscal sur l'achat de livres.	2018	5 145 000 \$

Dépenses fiscales du Nouveau-Brunswick : particuliers

Programmes sur le revenu des particuliers

Dépense fiscale	Année de mise en œuvre	Objectif	Année de référence	Coût du programme
Crédit d'impôt du Nouveau-Brunswick pour dividendes RÉGIME FISCAL DE RÉFÉRENCE	2000	Pour éviter la double imposition des revenus de dividendes dans le régime d'impôt sur le revenu des sociétés et dans celui sur le revenu des particuliers. La structure de crédit d'impôt pour dividendes à deux taux du Nouveau-Brunswick vise à reconnaître que le revenu de dividendes a été soumis à l'impôt sur le revenu des sociétés au taux général d'impôt sur le revenu ou au taux d'impôt sur le revenu des petites entreprises. Cette mesure contribue à s'assurer que le régime fiscal n'influence pas les structures d'entreprises ou la décision de verser des salaires ou des dividendes.	2018	67 580 308 \$
Crédit pour impôt étranger RÉGIME FISCAL DE RÉFÉRENCE	2000	Les crédits pour impôt étranger fédéral et provincial visent à éviter la double imposition au Canada des revenus déjà imposés à l'étranger.	2017	4 705 313 \$
Réduction d'impôt applicable aux faibles revenus	2001	Réduire l'impôt des particuliers et des familles à faible revenu du Nouveau-Brunswick. Contribuer à éliminer les obstacles à l'emploi.	2018	44 592 460 \$
Prestation fiscale pour enfants du Nouveau-Brunswick et du supplément du revenu gagné du Nouveau-Brunswick	1997	Apporter une aide financière aux familles à faible revenu qui ont des enfants	2017-2018	9 028 990 \$
Programme de supplément scolaire	2011	Aider les familles à faible revenu à payer le coût des fournitures scolaires de leurs enfants d'âge scolaire.	2018	1 448 400 \$

Dépenses fiscales du Nouveau-Brunswick : particuliers

Programmes sur le revenu des particuliers

Dépense fiscale	Année de mise en œuvre	Objectif	Année de référence	Coût du programme
Crédit d'impôt pour contributions à un parti politique (Particuliers)	2000	Inciter les particuliers et les sociétés à contribuer à un parti politique provincial inscrit, à une association de circonscription ou à un candidat indépendant aux élections à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick.	2017	379 668 \$
Prestations pour les personnes âgées à faible revenu	1997	Atténuer l'incidence de la TVH sur les personnes âgées à faible revenu.	2017-2018	17 290 000 \$
Crédit d'impôt aux personnes âgées pour rénovation	2015	Fournir des allègements fiscaux pour permettre aux personnes âgées ou à leur famille de rénover leur maison et leur permettre de rester autonomes plus longtemps.	2017	179 799 \$
Crédit pour la TVH du Nouveau-Brunswick	2016	Aider à protéger les familles néo-brunswickoises à faible et moyen revenu de l'augmentation de deux points de pourcentage de la portion provinciale de la TVH.	2018-2019	99 863 670 \$
Programme d'aide pour l'énergie domestique	2006	Aider les familles à faible revenu du Nouveau-Brunswick à composer avec les prix élevés de l'énergie.	2018	4 279 300 \$

Crédits d'impôt sur le revenu des particuliers non remboursables

Montant personnel de base RÉGIME FISCAL DE RÉFÉRENCE	2000	Selon la définition du gouvernement fédéral, cette mesure vise à atteindre l'équité fiscale en garantissant qu'aucun impôt n'est payé sur un montant personnel de base.	2018	477 008 449 \$
Montant en raison de l'âge	2000	Selon la définition du gouvernement fédéral, cette mesure vise à : 1) Accorder une aide au revenu ou un allègement fiscal aux aînés; 2) atteindre un objectif social.	2018	37 700 756 \$

Dépenses fiscales du Nouveau-Brunswick : particuliers

Crédits d'impôt sur le revenu des particuliers non remboursables

Dépense fiscale	Année de mise en œuvre	Objectif	Année de référence	Coût du programme
Montant pour époux ou conjoint de fait	2000	Selon la définition du gouvernement fédéral, cette mesure reconnaît que la capacité à payer des impôts d'un contribuable dont l'époux ou le conjoint de fait gagne peu ou pas de revenu est inférieure à celle d'un contribuable célibataire gagnant le même revenu.	2018	11 111 637 \$
Montant pour une personne à charge admissible	2000	Selon la définition du gouvernement fédéral, cette mesure reconnaît que la capacité à payer des impôts d'un contribuable n'ayant pas d'époux ou de conjoint de fait et qui a une personne à charge est inférieure à celle d'un contribuable gagnant le même revenu, mais n'ayant pas de personne à charge.	2018	8 669 250 \$
Montant pour personnes à charge âgées de 18 ans ou plus et ayant une déficience	2000	Selon la définition du gouvernement fédéral, cette mesure reconnaît que la capacité à payer des impôts d'un contribuable ayant à sa charge une personne âgée de 18 ans ou plus ayant une déficience est inférieure à celle d'un contribuable gagnant le même revenu, mais n'ayant pas de personne à charge de 18 ans ou plus ayant une déficience.	2018	185 313 \$
Crédit pour cotisations au RPC RÉGIME FISCAL DE RÉFÉRENCE	2000	Selon la définition du gouvernement fédéral, cette mesure vise à assurer le traitement uniforme des cotisations au Régime de pensions du Canada et de ses prestations.	2018	56 774 286 \$
Crédit pour cotisations à l'assurance-emploi RÉGIME FISCAL DE RÉFÉRENCE	2000	Selon la définition du gouvernement fédéral, cette mesure vise à assurer le traitement uniforme des cotisations à l'assurance-emploi et de ses prestations.	2018	19 724 336 \$

Dépenses fiscales du Nouveau-Brunswick : particuliers

Crédits d'impôt sur le revenu des particuliers non remboursables

Dépense fiscale	Année de mise en œuvre	Objectif	Année de référence	Coût du programme
Montant pour revenu de pension	2000	Selon la définition du gouvernement fédéral, les objectifs de cette mesure sont : 1) fournir une aide au revenu ou un allègement fiscal; 2) atteindre un objectif social.	2018	12 472 143 \$
Montant pour aidants naturels	2000	Selon la définition du gouvernement fédéral, cette mesure reconnaît que la capacité à payer des impôts des contribuables qui prodiguent des soins à domicile à des aînés ou à des personnes handicapées de leur famille est inférieure à celle des contribuables qui gagnent un revenu comparable.	2018	1 196 488 \$
Montant pour personnes handicapées	2000	Selon la définition du gouvernement fédéral, cette mesure améliore l'équité fiscale en reconnaissant l'incidence sur la capacité à payer des impôts des contribuables ayant une invalidité grave et prolongée.	2018	15 519 659 \$
Crédit pour intérêts sur les prêts aux étudiants	2000	Selon la définition du gouvernement fédéral, cette mesure aide les particuliers à composer avec leurs prêts étudiants en leur procurant un allègement fiscal sur les intérêts sur les prêts étudiants.	2018	1 188 847 \$
Crédit pour frais médicaux	2000	Selon la définition du gouvernement fédéral, cette mesure reconnaît l'incidence des frais liés aux soins médicaux ou à une incapacité admissibles et supérieurs à la moyenne sur la capacité à payer des impôts d'un particulier.	2018	26 516 704 \$
Crédit pour dons de bienfaisance	2000	Selon la définition du gouvernement fédéral, cette mesure vise à réaliser un objectif social.	2018	23 198 746 \$

Dépenses fiscales du Nouveau-Brunswick : entreprises				
Dépense fiscale	Année de mise en œuvre	Objectif	Année de référence	Coût du programme
Crédit d'impôt pour les investisseurs dans les petites entreprises	2003	Faciliter l'accès au financement par actions pour les petites entreprises et réduire la dépendance au financement par emprunt.	2017	17 999 845 \$
Crédit d'impôt pour la recherche et le développement du Nouveau-Brunswick	1994	Favoriser les activités de recherche et de développement dans la province.	2017	8 052 452 \$
Crédit d'impôt pour capital de risque de travailleurs	1993	Augmenter la disponibilité du capital de risque pour les petites et moyennes entreprises du Nouveau-Brunswick.	2017	13 374 \$
Plan d'identification des terres agricoles (PITA)	1979	Encourager l'exploitation active des terres agricoles à ces fins.	2018	7 500 000 \$
Programme de dégrèvement d'impôt applicable aux biens patrimoniaux	2006	Favoriser la restauration et l'utilisation des biens patrimoniaux désignés.	2018	0 \$
Exonération d'impôt foncier pour les réservoirs d'entreposage de pétrole brut et les oléoducs	1981	Permettre à l'infrastructure d'être concurrentielle, ce qui est important pour l'activité et le développement économiques.	2018	663 602 \$
Exonération d'impôt foncier pour les ports de pêche	1999	Protéger les emplois dans le secteur des pêches et soutenir ce domaine d'activité.	2018	109 677 \$

Dépenses fiscales du Nouveau-Brunswick : entreprises				
Dépense fiscale	Année de mise en œuvre	Objectif	Année de référence	Coût du programme
Exonération d'impôt foncier pour les droits de passage de voie ferrée, les ports de fret principaux et les aéroports	1997	Assurer la viabilité financière de l'infrastructure de transport, qui est importante pour le développement économique et la compétitivité de l'économie du Nouveau-Brunswick.	2018	6 253 779 \$
Exonération de la taxe sur l'essence et les carburants	1932	Veiller à ce que l'activité hors du réseau routier ne soit pas assujettie aux taxes imposées aux utilisateurs du réseau routier afin d'assurer un régime fiscal compétitif des secteurs primaires.	2017-2018	24 063 566 \$
Crédit d'impôt pour les contributions politiques (Entreprises)	2000	Inciter les particuliers et les sociétés à contribuer à un parti politique provincial inscrit, à une association de circonscription ou à un candidat indépendant aux élections à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick.	2017	43 211 \$
Crédit d'impôt pour l'emploi imputé à la taxe sur le capital des corporations financières	2016	Stimuler les centres de services d'affaires dans le secteur bancaire du Nouveau-Brunswick.	2017	5 184 598 \$

Dépenses fiscales du Nouveau-Brunswick : autres				
Dépense fiscale	Année de mise en œuvre	Objectif	Année de référence	Coût du programme
Programme de réductions d'évaluation (PRE)	1998	Accorder un allègement de l'impôt foncier à des organismes caritatifs et à des organismes sans but lucratif admissibles qui fournissent des services sociaux importants à des particuliers et à des collectivités.	2018	4 996 532 \$
Exemption d'impôt foncier pour les sociétés agricoles et les associations de foires agricoles	1967	Accorder un allègement d'impôt foncier aux sociétés agricoles et aux associations de foires agricoles qui font la promotion de la filière agricole et qui l'appuient.	2018	305 406 \$
Exemption d'impôt foncier pour les arénas	1998	Accorder un allègement fiscal aux arénas puisqu'ils offrent des services à la collectivité.	2018	4 997 677 \$
Exemption d'impôt foncier pour les églises	1967	Accorder un allègement d'impôt foncier aux églises et aux installations appartenant à une église qui offrent des avantages sociaux au public.	2018	18 163 835 \$
Exemption d'impôt foncier pour les sociétés littéraires, artistiques, scientifiques et historiques	1967 (ajout des sociétés historiques en 1970)	Accorder des allègements d'impôt foncier aux sociétés, organismes et associations littéraires, artistiques, scientifiques et historiques qui offrent des services touristiques et éducatifs, font la promotion du patrimoine et la diversité culturelle et œuvrent à leur préservation.	2018	1 197 122 \$
Exemption d'impôt foncier provincial pour les logements à but non lucratif et à loyer modique	2005	Accorder un allègement d'impôt foncier aux organismes de logement à loyer modique à but non lucratif admissibles et augmenter le nombre de logements abordables.	2018	2 895 904 \$
Exemption d'impôt foncier pour les parcs	1994	Assurer la viabilité financière des parcs et appuyer les services qu'ils fournissent (récréation, préservation de la nature, etc.).	2018	30 361 \$

Dépenses fiscales du Nouveau-Brunswick : autres				
Dépense fiscale	Année de mise en œuvre	Objectif	Année de référence	Coût du programme
Exemption d'impôt foncier pour les universités	1967	Accorder un allègement d'impôt foncier aux quatre universités publiques afin de prévenir les obstacles additionnels à une formation postsecondaire de qualité et aider les universités néo-brunswickoises à être concurrentielles par rapport aux établissements semblables d'autres provinces.	2018	26 597 640 \$
Exemption d'impôt foncier pour les associations de pompiers volontaires	1971	Accorder un allègement d'impôt foncier aux associations de pompiers volontaires qui assurent la sécurité des collectivités.	2018	379 873 \$
Exemption d'impôt foncier pour les bibliothèques publiques	2013	Accorder un allègement d'impôt foncier aux bibliothèques publiques pour reconnaître l'important service public qu'elles rendent.	2018	982 573 \$
Remboursement de la TVH pour les organismes de bienfaisance	1997	Accorder un certain allègement de taxe de vente aux organismes de bienfaisance en reconnaissance des services rendus aux collectivités.	2018	11 342 000 \$
Remboursement de la TVH pour les municipalités	1997	Atténuer l'incidence de la TVH pour les municipalités.	2018	36 533 000 \$
Remboursement de la TVH pour les organismes à but non lucratif admissibles	1997	Accorder un allègement fiscal aux organismes à but non lucratif admissibles et atténuer l'incidence de la TVH en reconnaissance des services rendus à la collectivité.	2018	1 922 000 \$
Crédit d'impôt pour la recherche et le développement pour les universités	1997	Favoriser les activités de recherche et de développement dans les universités néo-brunswickoises.	2017-2018	394 792 \$